



Forum parlementaire mondial

La cheffe du Parlement de la Cédéao est à Bangkok depuis lundi

La présidente du Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Mémounatou Ibrahima, participe au Forum parlementaire mondial, qui s'est ouvert le 12 octobre 2026 à Bangkok en Thaïlande.



PAGE 8

COOPÉRATION



Togo-Maroc

La diplomatie parlementaire au cœur des échanges

Le rapprochement entre les institutions togolaises et marocaines était au centre de l'audience accordée, le mardi 13 octobre 2026, par le président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, à Khaoula Mziouqa, chargée d'affaires de l'ambassade du Royaume du Maroc au Togo. Cette visite de courtoisie a permis aux deux personnalités ...

PAGE 11

ÉCONOMIE

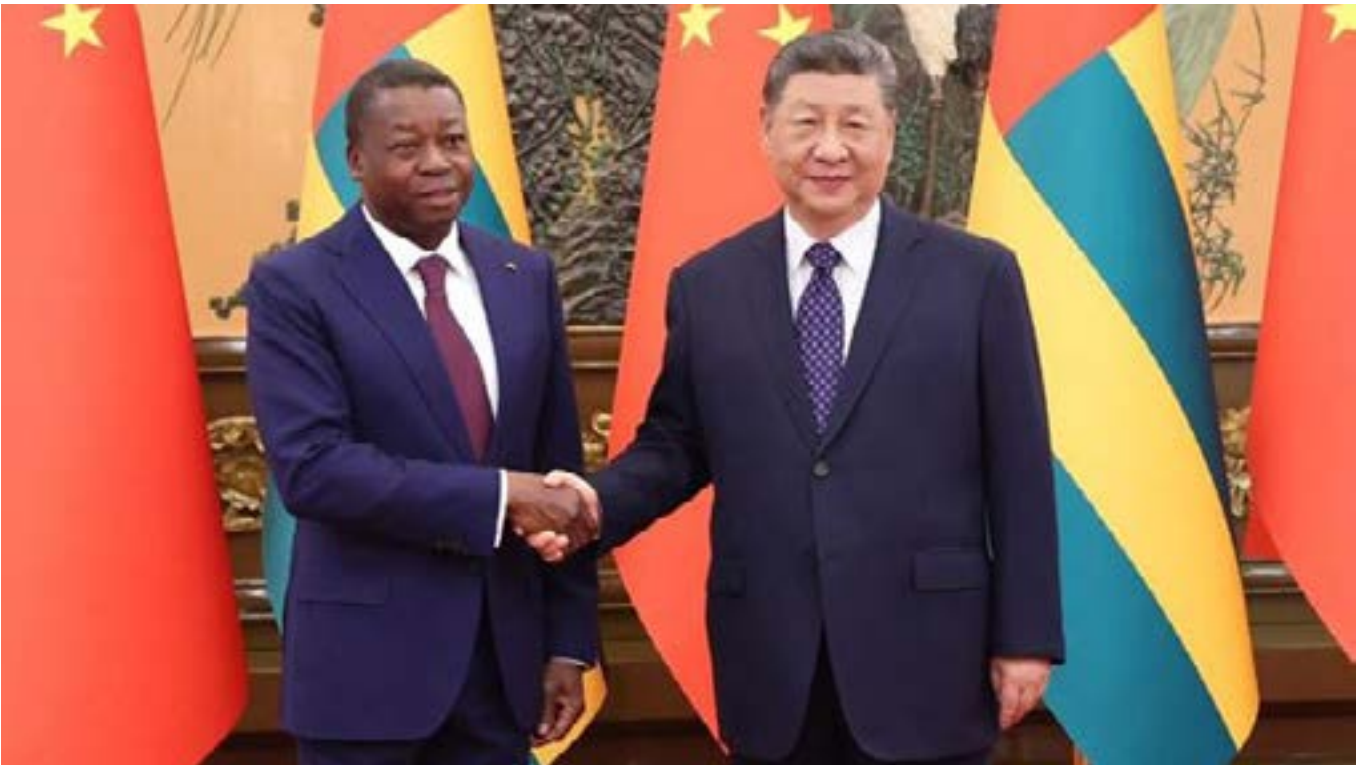


Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale

Le Togo prend part aux travaux à Bangkok

Le Togo participe aux Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale, ouvertes le 12 octobre 2026 à Bangkok, en Thaïlande. La délégation togolaise est composée de hauts cadres de l'administration publique, notamment des ministères chargés de l'Économie, des Finances et du Budget, ainsi que les cadres de la Planification du développement

PAGE 5



Chine-Togo

La coopération inscrite dans une dynamique renouvelée

- Les ambitions du Togo pour l'économie maritime
- A la découverte d'un modèle agricole

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Togo : l'intelligence artificielle s'ouvre aux langues nationales

Le Togo engage une nouvelle étape dans le développement de l'intelligence artificielle en intégrant ses langues nationales aux futurs outils numériques. Lancé en octobre 2026 par le ministère de l'Efficacité du Service public et de la Transformation numérique, un challenge national invite les citoyens à collecter des voix et des textes pour entraîner des modèles linguistiques.

Première phase du programme « Voix du Togo », prévu sur trois ans, cette initiative vise à faciliter l'accès aux services publics, aux soins de santé et à la justice pour les personnes maîtrisant peu le français.

Les données recueillies permettront notamment de développer des outils capables de traduire des textes, de comprendre des demandes orales et de faciliter les échanges avec les administrations.

La phase pilote, prévue sur un mois, concerne l'éwé, le kabyè et le moba. La collecte sera ensuite étendue aux 47 autres langues nationales, avec la participation de linguistes et des communautés concernées.

Cette démarche entend également préserver le patrimoine linguistique togolais et favoriser l'inclusion numérique.

CORIS PEPS
L'esprit tontine,
l'épargne
rémunérée
en plus.

Commencez
aujourd'hui
Réalisez demain.

5%
ÉPARGNE
RÉMUNÉRÉE

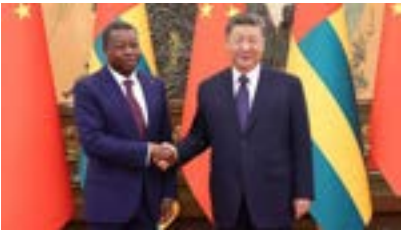
à partir
10 000
FCFA

8283

Offre soumise à conditions

CORIS BANK
INTERNATIONAL
La Banque Autrement

<https://coris.bank>

 SOMMAIRE	Chine-Togo La coopération inscrite dans une dynamique renouvelée  P 4	Umoa-Tittes Le Togo prévoit de mobiliser 80 milliards FCFA sur le marché régional  P 5	Guinée/Elections La date des Sénatoriales et des Régionales fixée  P 8
--	--	--	---

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Amouzou Abla : une boutique au portail de la maison, le courage de continuer

À Sotouboua, Amouzou Abla tient une boutique de produits divers et de fournitures scolaires devant le portail de la petite maison que son mari a construite pour leur famille. Cet emplacement lui permet de travailler à proximité de son foyer, mais il ne lui épargne ni les journées creuses ni les choix difficiles que suppose la gestion d'un petit commerce. Pour répondre aux besoins de ses clients, elle doit composer avec son stock, surveiller ses dépenses et réfléchir à la manière de renouveler ses marchandises. Le financement APSEF du Fonds national de la finance inclusive (FNFI) lui apporte un appui dans cette activité. Son histoire ne se raconte pas en chiffres impressionnants ni en succès fulgurants, mais dans les ajustements du quotidien, les difficultés à surmonter et cette volonté de continuer à avancer, même lorsque les moyens restent limités. Allons à la découverte de son parcours.

La boutique d'Amouzou Abla est à la fois un lieu de travail et un prolongement de son cadre de vie. Devant le portail familial, elle accueille les habitants qui viennent chercher un article courant ou une fourniture scolaire. Cette proximité est pratique, mais elle exige aussi une bonne organisation : les tâches domestiques ne disparaissent pas parce qu'une activité commerciale attend d'être tenue. Il faut

trouver le temps de servir les clients, ranger les produits et suivre les ventes. « Le fait d'avoir la boutique devant la maison me permet de rester près de ma famille. Mais quand on fait le commerce, il faut aussi être disponible pour les clients et veiller à ce qu'ils trouvent ce qu'ils cherchent », pourrait-elle expliquer.

Au départ, disposer d'un espace pour vendre ne suffit pas à faire tourner un commerce. Encore faut-il avoir les produits que les clients demandent, au moment où ils en ont besoin. Les fournitures scolaires, par exemple, connaissent des périodes de forte demande, notamment à l'approche de la rentrée, tandis que les articles divers répondent à des besoins plus réguliers. Pour une petite boutique, anticiper ces variations sans immobiliser trop d'argent dans les stocks représente un véritable exercice d'équilibre. Acheter trop peu risque de faire manquer des ventes ; acheter trop peut laisser l'argent bloqué dans des marchandises qui tardent à partir. Amouzou Abla doit ainsi apprendre à observer les habitudes de sa clientèle et à adapter ses achats à ses capacités. « On ne peut pas acheter tout ce qu'on voit au marché. Il faut penser à ce que les clients viennent réellement

chercher et garder de quoi renouveler les produits qui se vendent », pourrait-elle dire.

Les difficultés ne se limitent pas au choix des marchandises. Il y a aussi les jours où les ventes ralentissent, les dépenses qui



Amouzou Abla

ne peuvent pas attendre et les moments où la trésorerie ne permet pas de répondre à toutes les demandes. Une commerçante doit alors faire des choix : acheter en priorité les produits indispensables, différer certains achats ou limiter les dépenses non urgentes. Ces arbitrages sont parfois frustrants, surtout lorsqu'elle sait qu'un produit demandé pourrait lui permettre de réaliser une vente. Pourtant, apprendre à gérer ces contraintes fait partie du métier. « Il y a des jours où les clients viennent, mais où tu n'as pas tous les articles qu'ils demandent. Cela te fait réfléchir pour

les prochains achats. Il faut accepter de ne pas pouvoir tout faire en même temps », pourrait-elle confier.

Le produit APSEF du FNFI vient soutenir Amouzou Abla dans cette réalité. Pour une activité de proximité, un financement peut offrir

une marge de manœuvre supplémentaire, à condition de répondre aux besoins réels du commerce. Il ne supprime pas les difficultés et ne garantit pas, à lui seul, une augmentation des ventes. Son utilité dépend notamment de la façon dont les ressources sont affectées aux achats et de la capacité à préserver le fonds nécessaire à la poursuite de l'activité. « Quand on reçoit un appui, il faut savoir ce qu'on veut en faire. Si l'argent sert au commerce, il faut veiller à ce qu'il continue à travailler et ne pas le mélanger à toutes les autres dépenses », pourrait-elle souligner.

Amouzou Abla poursuit son activité à cette échelle modeste où chaque décision compte. La boutique devant le portail familial ne représente pas une réussite spectaculaire, mais un espace de travail qu'il faut entretenir, approvisionner et faire vivre au quotidien. Son expérience rappelle que la résilience ne consiste pas à avancer sans difficulté : elle se manifeste aussi dans la capacité à réorganiser ses achats après une journée décevante, à tirer une leçon d'un stock mal écoulé ou à patienter lorsque les ventes ne suivent pas les attentes. APSEF constitue un appui dans ce cheminement, tandis que la gestion quotidienne reste entre ses mains. « Je fais selon les moyens que j'ai. L'essentiel, c'est de continuer à travailler, de comprendre ce qui marche et de corriger ce qui ne marche pas », pourrait-elle conclure. Une parole simple, à l'image de son commerce et de la progression qu'elle cherche à construire jour après jour.

Note éditoriale : les citations sont des propositions fictives à faire valider par Amouzou Abla avant publication. Les difficultés évoquées doivent également être vérifiées auprès d'elle afin que le portrait corresponde fidèlement à son expérience.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



	Récapissé N° 0522/31/03/15/HAAC Edité par DIRECT MEDIA RCCM N° TG_LOM 2015 B 1045 BP : 30117 Lomé - Togo Tél : (+228) 97 87 12 42 Facebook: togomatin E-mail : atogomatin@gmail.com Site web: www.togomatin.tg Tw: @togomatin1 Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper	Directeur de publication : Motchosso Kodolakina Secrétaire de rédaction : Edy Alley Responsable web: Carlos Amevor Comité de rédaction: Françoise Dasilva	Alexandre Wémima Edem Dadzie Caleb Akponou Affo-Djèlè Alarba Responsable administrative, financière et commerciale: Amah Essognim	Graphiste: Eros Dagoudi Imprimerie: Direct Print Distribution : TogoMatin Tirage : (2000 exemplaires)
---	--	--	--	--

Chine-Togo

A la découverte d'un modèle agricole

Le président du Conseil, Faure Gnassingbé, poursuit son exploration des opportunités de coopération entre le Togo et la Chine.

Le samedi 10 octobre 2026, dans le cadre de sa visite dans la province chinoise du Shaanxi, il a effectué une étape à Nangou, dans la région de Yan'an, pour

gouvernement togolais a pu apprécier plusieurs expériences locales illustrant la capacité des territoires à transformer leurs potentialités en véritables leviers de croissance. Nangou doit notamment sa notoriété à la culture de la pomme, devenue une activité

sur les mécanismes de structuration des filières et de mobilisation des acteurs locaux. L'intérêt de cette immersion réside dans les pratiques observées en matière de développement territorial. La valorisation des ressources disponibles, l'accompagnement des

la transformation de leur environnement et dans la création de nouvelles perspectives économiques. Pour le Togo, ces enseignements présentent un intérêt particulier au regard des orientations de la Feuille de route gouvernementale 2026-2031, qui accorde une place importante au développement des territoires, au renforcement des infrastructures et à l'amélioration des conditions de vie. L'observation du modèle chinois ouvre des pistes de réflexion sur les moyens de mieux exploiter les potentialités des différentes régions togolaises, tout en renforçant la capacité des communautés à participer activement aux initiatives de développement. Le partage d'expériences pourrait notamment alimenter les réflexions sur la structuration des coopératives agricoles, le développement des chaînes de valeur, la transformation des produits locaux et la promotion du tourisme rural. Autant de domaines dans lesquels une meilleure organisation des acteurs, associée à un accompagnement

adapté, peut contribuer à accroître les retombées économiques au profit des populations. Au-delà de la découverte d'un modèle agricole, l'étape de Nangou traduit ainsi une volonté d'élargir les perspectives de la coopération sino-togolaise. Jusqu'ici principalement associée aux échanges économiques et aux projets d'infrastructures, cette coopération peut également s'enrichir du transfert de connaissances, de l'innovation territoriale et du partage de pratiques adaptées aux réalités locales.

En s'intéressant à l'expérience de Nangou, Faure Gnassingbé explore donc des pistes susceptibles de nourrir la réflexion sur les politiques publiques de développement local au Togo. L'enjeu est de tirer parti des expériences chinoises pour identifier des approches transposables au contexte national, notamment en matière de valorisation des ressources, de renforcement des initiatives communautaires et de création de richesses dans les territoires.

La rédaction



Faure Gnassingbé à Nangou, tenant une pomme dans la main droite, et écoutant les explications (Crédit photo : Présidence du Conseil)

découvrir des initiatives de développement local fondées sur la valorisation des ressources territoriales, l'organisation des producteurs et la participation des communautés. Au cours de cette visite de terrain, le chef du

emblématique du village et un facteur de son rayonnement au-delà des frontières chinoises. L'organisation des producteurs en coopératives constitue l'un des ressorts de cette dynamique agricole, offrant des enseignements

communautés et la mise en place de mécanismes collectifs de production permettent d'inscrire les initiatives économiques dans une dynamique locale. L'expérience de Nangou met ainsi en lumière le rôle que peuvent jouer les populations dans

Faure Gnassingbé face aux médias chinois

Les ambitions du Togo pour l'économie maritime

Le président du Conseil Faure Gnassingbé est en visite officielle en Chine depuis quelques jours. À l'occasion de ce voyage à caractère explorateur, le chef du gouvernement togolais s'est adressé à des médias d'État chinois.

Faure Gnassingbé entame son propos en informant ses interlocuteurs que le Togo, et plus largement, les autres pays africains côtiers, souhaitent passer du statut de plateforme de transit vers le statut d'acteurs économiques, technologiques et institutionnels de la gouvernance mondiale. L'on relève notamment que le Togo s'est engagé dans une politique sécuritaire sans précédent dans le Golfe de Guinée. Mais pour quelles raisons ?

Eh bien, Faure Gnassingbé en identifie 3 : d'abord, la liberté de navigation dans le Golfe de Guinée, ensuite

la prévention des trafics illicites, enfin, la protection des espaces maritimes. « Je pense que pour le Togo, comme pour les autres pays africains, la Chine, compte tenu de son poids dans le commerce mondial, peut contribuer au renforcement de nos capacités, et donc à la préservation de cette sécurité », a déclaré le président du Conseil. Opportunités portuaires et économie bleue au cœur des échanges

Aujourd'hui, les perturbations que l'on connaît dans le monde, sur les grandes routes maritimes mondiales, ont un effet direct sur les économies des pays africains dont le Togo, et par trois canaux : le coût des transports, le prix des énergies, et les chaînes d'approvisionnement. Dans son intervention, l'on note que le dirigeant togolais

est très préoccupé par l'industrialisation autour du pôle que constitue le Port autonome de Lomé. « Ce que nous voulons, ce n'est pas d'augmenter

une valeur ajoutée. Cela veut dire qu'il nous faut des zones industrielles, il nous faut des services logistiques performants, il faut que nous ayons de



Faure Gnassingbé s'adressant aux médias (Crédit photo : Présidence du Conseil)

le trafic ou bien les marchandises qui passent par notre port, mais de capter plus de valeur, créer

la main-d'œuvre qualifiée, et il faut que nous ayons des entreprises locales qui participent à ce

développement », a indiqué Faure Gnassingbé. Le président du Conseil togolais sait que la Chine a une très grande expérience dans le domaine d'articulation entre le port, le parc industriel, la zone industrielle et les écosystèmes productifs. Le Togo pense donc pouvoir s'en inspirer dans le cadre de la coopération entre la Chine et les pays africains.

Faure Gnassingbé a également parlé des sciences marines, notamment un certain nombre de technologies que l'on doit maîtriser et certaines institutions qu'il faut mettre en place, dans le cadre de la promotion de l'économie bleue. « Je pense que la Chine, dans le cadre de la coopération avec les pays africains, notamment avec le ...

Faure Gnassingbé face aux médias chinois

Suite de la page 3

Les ambitions du Togo pour l'économie maritime

... Togo, peut également nous aider à former plus de spécialistes, à partager plus de données également », a-t-il dit.

Le Togo, la Chine et l'Accord BBNJ sur la biodiversité marine

Pour aller plus loin, le chef du gouvernement togolais évoque l'Accord sur la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale, ou Accord BBNJ, une nouvelle

institution des Nations unies pour laquelle la Chine a proposé Xiamen comme siège du secrétariat. « Je voudrais dire que cet accord est une chance pour les pays africains. Mais cette chance ne peut se concrétiser que si nous participons pleinement à cette gouvernance. Donc l'enjeu n'est pas seulement l'endroit, mais c'est surtout ce que ce secrétariat va faire pour les pays africains », a relevé Faure

Gnassingbé.

Mais il enchaîne en relevant les immenses potentialités et les expériences dont dispose le pays de Xi Jinping pour abriter cette institution : « Je pense que votre pays a de très bons atouts. D'abord, vous avez une tradition maritime qui est parfaitement reconnue. Vous avez des infrastructures qui sont modernes ; nous avons vu tout à l'heure, dans une vidéo, le bâtiment

qui pourrait abriter ce secrétariat. Donc les conditions sont optimales au niveau des infrastructures. Vous avez également de l'expérience dans le respect des engagements internationaux en général. Aussi, vous avez des capacités de recherche importantes. Votre développement est associé aux activités portuaires, aux technologies, à la protection de l'environnement marin. Donc vous avez une très

forte légitimité, et des atouts pour accueillir cette institution ».

Si la Chine comme elle le fait déjà avec le Forum de coopération sino africaine (Focac), accepte d'associer les pays africains à la gouvernance maritime, cela les aiderait selon Faure Gnassingbé, notamment dans le domaine de la science océanographique.

Edem Dadzie

Forum parlementaire mondial La cheffe du Parlement de la Cédéao est à Bangkok depuis lundi

La présidente du Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), Mémounatou Ibrahima, participe au Forum parlementaire mondial, qui s'est ouvert le 12 octobre 2026 à Bangkok en Thaïlande.



Mémounatou Ibrahima

Le thème de la rencontre est : « Favoriser l'autonomisation des populations et renforcer la résilience ». Mémounatou Ibrahima a tenu à exprimer ses sincères condoléances au peuple thaïlandais et à la Famille royale, en cette période de deuil national après la disparition de Sa Majesté la reine Sirikit, reine mère, et de Son Altesse Royale la princesse Bajrakitiyabha. « Dans un monde marqué par l'incertitude, la fragmentation géopolitique et de fortes pressions budgétaires, les Parlements ont une responsabilité directe : transformer les engagements mondiaux en lois, en budgets et en résultats concrets pour leurs citoyens », a écrit la cheffe du Parlement communautaire sur son compte LinkedIn. Pour l'Afrique de l'Ouest,

les enjeux de ce forum sont essentiels : L'emploi des jeunes, à l'heure où l'intelligence artificielle redéfinit le marché du travail ; Le financement des MPME, qui représentent l'essentiel des emplois dans la région ; La lutte contre la criminalité financière numérique et les flux financiers illicites, qui privent les États de ressources vitales ; La mobilisation des capitaux privés et des ressources intérieures au service du développement ; La stabilité financière face aux chocs mondiaux et à la hausse de la dette publique.

Selon sa présidente, le Parlement de la Cédéao porte à cette rencontre une conviction majeure, celle de l'intégration régionale et d'une coopération multilatérale renouvelée qui demeurent les meilleurs leviers pour une croissance inclusive, créatrice d'emplois et au service de de ses 400 millions de citoyens.

« Je remercie le Réseau parlementaire sur la Banque mondiale et le FMI, ainsi que les autorités thaïlandaises, pour leur accueil et l'organisation de ces échanges », a ajouté la présidente du Parlement de la Cédéao.

E. Dadzie

Chine-Togo

La coopération inscrite dans une dynamique renouvelée

Le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a été reçu hier à Pékin par le président Xi Jinping, dans le cadre de sa visite officielle en Chine.

Cette rencontre de haut niveau témoigne de la volonté commune des deux dirigeants de consolider les relations d'amitié et de coopération entre leurs pays et de leur ouvrir de nouvelles perspectives. À cette occasion, le président Xi Jinping a proposé d'élever les relations sino-togolaises au niveau d'une « Communauté d'avenir partagé Chine-Togo à l'ère nouvelle ». Cette initiative vise à approfondir les liens bilatéraux et à inscrire la coopération entre les deux pays dans une dynamique renouvelée.

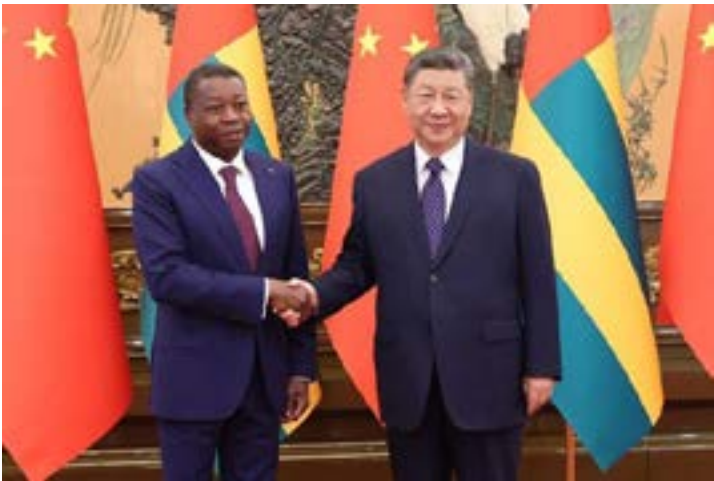
Le président chinois s'est félicité de la qualité du partenariat historique entre le Togo et la Chine, fondé sur la confiance mutuelle. Il a notamment relevé la convergence de vues qui caractérise le partenariat sino-togolais. « L'amitié et la coopération entre nos deux pays reposent sur une large convergence de vues et offrent de belles perspectives » a-t-il précisé.

Il a également salué les orientations de développement du Togo. « Sous votre leadership, le Togo est solidement engagé dans la réforme et le développement, conformément à ses réalités nationales », a-t-il déclaré. Le président du Conseil a

exprimé sa gratitude au président Xi Jinping pour l'accueil chaleureux qu'il lui a été réservé, ainsi qu'à sa délégation. Il a marqué son adhésion à la proposition d'élever le partenariat entre le Togo et la Chine à un niveau supérieur. Le président Faure Gnassingbé a également réaffirmé l'attachement du Togo au renforcement d'une coopération étroite, équilibrée et mutuellement

économique et social.

Les deux dirigeants ont ainsi exprimé leur volonté de consolider les acquis de leur coopération, d'en élargir les champs d'intervention et de promouvoir des initiatives concrètes au bénéfice des deux peuples. Peu avant cet entretien, le président du Conseil s'était entretenu avec Zhao Leji, président du Comité permanent de l'Assemblée



Faure Gnassingbé (à gauche) et Xi Jinping (Crédit photo : Présidence du Conseil)

bénéfique.

Le président du Conseil a insisté sur la nécessité de traduire ce partenariat en résultats concrets au profit des populations. « Notre coopération doit désormais se mesurer à ce qu'elle apporte à nos populations, en opportunités, en compétences, en emplois et en savoir-faire », a-t-il affirmé. Cette ambition ouvre des perspectives dans plusieurs domaines stratégiques. Elle traduit la volonté du Togo de faire de la coopération avec la Chine un levier de développement

nationale populaire. Les échanges ont porté sur le renforcement de la coopération interparlementaire et le rôle des institutions représentatives dans le rapprochement entre les deux pays.

Cette journée diplomatique a également été marquée par le dépôt d'une gerbe au monument des Héros du peuple, sur la place Tian'anmen. Par ce geste solennel, le président du Conseil a rendu hommage aux héros de la nation chinoise.

TM

Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale Le Togo prend part aux travaux à Bangkok

Le Togo participe aux Assemblées annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et du Groupe de la Banque mondiale, ouvertes le 12 octobre 2026 à Bangkok, en Thaïlande. La délégation togolaise est composée de hauts cadres de l'administration publique, notamment des ministères chargés de l'Économie, des Finances et du Budget, ainsi que les cadres de la Planification du développement

constitue une occasion de renforcer les échanges avec les institutions financières internationales et les partenaires au développement. Elle permet également à ses représentants de suivre les réflexions sur les mécanismes de financement, la mobilisation des ressources intérieures et la stabilité financière. Autant de questions qui occupent une place importante dans

climatiques.

Les discussions s'inscrivent dans un contexte où les mutations technologiques transforment les activités économiques, tandis que les changements démographiques et les risques climatiques imposent de nouvelles exigences aux politiques publiques. Les États sont ainsi appelés à réfléchir aux instruments permettant de préserver la stabilité économique tout en répondant aux besoins des populations.

La participation du Togo offre un cadre de concertation pour examiner ces enjeux avec les autres pays membres et les institutions internationales. Les échanges peuvent également contribuer à identifier des approches adaptées aux réalités des économies nationales, notamment en matière de financement du développement et de renforcement des capacités. Au-delà des discussions techniques, ces assemblées constituent un espace de dialogue sur les orientations économiques mondiales et les réponses collectives aux défis émergents.

Les travaux se poursuivent à Bangkok jusqu'au 18 octobre 2026, avec l'ambition de faire progresser les réflexions sur une croissance plus résiliente et un développement mieux adapté aux transformations en cours.

Edy Alley



Jusqu'au 18 octobre, les représentants des 191 pays membres prennent part à des échanges consacrés aux principaux défis économiques et financiers mondiaux. La transformation numérique, l'intelligence artificielle, le financement de l'adaptation climatique et les évolutions démographiques figurent parmi les sujets au programme de cette édition. Pour le Togo, cette rencontre

les politiques économiques des États.

La résilience au centre des échanges

Placée sous le thème « Les nouveaux horizons de la Thaïlande : donner du pouvoir aux populations, bâtir la résilience », l'édition 2026 met l'accent sur les moyens de renforcer la capacité des pays à faire face aux chocs économiques, financiers et

Umoa-Titres Le Togo prévoit de mobiliser 80 milliards FCFA sur le marché régional

Le Togo reprend ses émissions de titres publics sur le marché financier régional de l'Union monétaire ouest-africaine (Umoa). Pour sa première opération du dernier trimestre 2026, prévue le vendredi 16 octobre, le Trésor public entend mobiliser 25 milliards FCFA, répartis entre 15 milliards FCFA d'Obligations assimilables du Trésor (OAT) et 10 milliards FCFA de Bons assimilables du Trésor (BAT).

Selon le calendrier d'émissions publié par Umoa-Titres et consulté par Togo First, le pays prévoit de lever 80 milliards FCFA entre octobre et novembre. Sur cette enveloppe, 50 milliards FCFA proviendraient des OAT, contre 30 milliards FCFA attendus des BAT.

Le programme prévoit 55 milliards FCFA de mobilisations en octobre, puis 25 milliards FCFA en novembre. Aucune émission n'est annoncée pour décembre, conformément aux prévisions du calendrier trimestriel.

Un objectif annuel encore à atteindre

La dernière sortie du Togo sur le marché des titres publics remonte au 7 août 2026. À cette date, le montant cumulé des ressources mobilisées atteignait 285 milliards FCFA. Ce volume représentait un peu plus de 61 % de l'objectif annuel de

financement du pays sur le marché régional, fixé à 463,5 milliards FCFA.

Les 80 milliards FCFA recherchés au cours du dernier trimestre devraient porter le cumul des mobilisations à 365 milliards FCFA. Ce montant resterait toutefois inférieur de 98,5 milliards FCFA à l'objectif annuel annoncé.

Ces opérations s'inscrivent dans la stratégie de financement du Trésor public togolais sur le marché régional. Les émissions d'OAT permettent à l'État de mobiliser des ressources sur des échéances obligataires, tandis que les BAT répondent à des besoins de financement à court terme.

Le calendrier des prochaines opérations sera donc déterminant pour apprécier le niveau de réalisation de l'objectif annuel du Togo sur le marché de l'Umoa.

E. A

Commerce

L'AES et le Togo préparent un régime tarifaire préférentiel

Les administrations douanières du Burkina Faso, du Mali, du Niger et du Togo travaillent à la mise en place d'un régime tarifaire préférentiel destiné à faciliter les échanges commerciaux entre leurs territoires. Réunis à Ouagadougou du 12 au 14 octobre 2026, les experts douaniers préparent les dossiers qui seront soumis à la cinquième réunion des directeurs généraux des Douanes de l'Alliance des États du Sahel (AES), prévue les 15 et 16 octobre dans la capitale burkinabè.

Les travaux ont été officiellement ouverts par le directeur général des Douanes du Burkina Faso, Yves Kafando. Ils visent à harmoniser les procédures douanières, à fluidifier la circulation des



marchandises et à renforcer la coopération entre les 4 administrations.

Le premier chantier porte sur la finalisation du projet de décision instituant le régime tarifaire préférentiel. Les experts doivent notamment préciser les règles d'origine des marchandises et les modalités de certification permettant aux produits éligibles de bénéficier de tarifs préférentiels dans les pays concernés. L'objectif est de déterminer les conditions auxquelles un produit fabriqué

dans l'un des 4 pays pourra accéder au marché des autres à des conditions douanières avantageuses.

Le deuxième dossier concerne l'interconnexion des systèmes informatiques douaniers. Cette démarche doit faciliter le partage des données, améliorer le suivi des opérations commerciales et contribuer à la lutte contre la fraude. L'adoption de textes communautaires communs figure également parmi les priorités de la rencontre.

Le troisième volet est consacré

à l'évaluation de la mise en œuvre des recommandations formulées lors de la précédente réunion, tenue à Bamako les 2 et 3 octobre 2025. Le renforcement des capacités des agents, avec l'appui de l'Institut des finances publiques du Burkina Faso, complète le programme.

Des recommandations attendues

À l'ouverture des travaux, Yves Kafando a plaidé pour une coopération accrue entre les administrations douanières de l'AES et du Togo. Il a mis l'accent sur l'harmonisation des procédures, la fluidité des échanges et la sécurisation des recettes publiques, des objectifs qui concernent aussi bien les États que les opérateurs économiques.

À l'issue des 3 journées, les

experts devront soumettre leurs recommandations aux directeurs généraux des Douanes de l'AES et au commissaire général de l'Office togolais des recettes (OTR). Cette concertation intervient dans un contexte régional marqué par le retrait du Burkina Faso, du Mali et du Niger de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et la création de la Confédération des États du Sahel en juillet 2024.

Sans être membre de l'AES, le Togo poursuit ainsi sa coopération douanière avec ses voisins. Si le régime envisagé est adopté, il pourrait contribuer à simplifier les échanges et à renforcer les liaisons commerciales entre le golfe de Guinée et les pays sahéliens.

Rédaction

Transition écologique
Le Togo montre la voie

Face aux changements climatiques, le Togo accélère sa mutation écologique et réinvente son modèle d'adaptation. Transformant les défis environnementaux en opportunités de développement, le gouvernement ne manque pas d'initiatives pour impulser des réformes. De la budgétisation verte en passant par l'agroécologie et le renforcement institutionnel, retour à travers ce dossier sur la transition écologique du pays.

Définie comme le passage vers un modèle de développement économique et social qui respecte l'environnement et protège les ressources, la transition écologique est en marche au Togo. Elle est structurée autour de deux grands objectifs stratégiques et de quatre (4) axes majeurs.

Au niveau national, le cadre étatique vise principalement, à travers la transition écologique, à garantir le respect de l'environnement et la gestion durable des

La transition énergétique
À ce niveau, le gouvernement s'est engagé à augmenter la part du renouvelable, qui a franchi la barre des 40 % des capacités installées. Pour relever ce défi, le pays met l'accent sur des infrastructures telles que les centrales photovoltaïques.

Allant plus loin, le pays mise sur de petits réacteurs modulaires (SMR) et des microréacteurs pour alimenter les zones isolées du réseau national. Pour relever ce défi technologique, le Togo structure sa démarche en quatre points : la création du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le renforcement du cadre juridique, le partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et l'exploration technologique.

Si avec le CEA, le pays entend mieux superviser et régulariser les applications civiles et pratiques des technologies, il prévoit à

nucléaire, le Togo a signé des accords préliminaires avec des entreprises spécialisées, telles que Nano Nuclear Energy. Ces accords ont pour objectif d'évaluer le déploiement des micro-réacteurs sur le territoire national.

Conscientes que le développement inclusif ne peut se réaliser sans les populations rurales, les autorités se sont engagées pour une électricité rurale plus écologique. Le déploiement de dizaines de mini-réseaux solaires (mini-grids) et la distribution de kits solaires individuels via le programme présidentiel Cizo ne cessent de faire leurs preuves. Lancé en 2017, le projet Cizo vise à apporter l'électricité à plus de 2 millions de Togolais et à faire monter, aux côtés d'autres initiatives ambitieuses, le taux d'électrification nationale à 100 % d'ici 2030.

Pour atteindre cet objectif, des kits solaires domestiques en mode de paiement à l'utilisation sont distribués. En 2025, l'on notait plus de 312 700 foyers électrifiés grâce aux kits solaires du mécanisme Cizo. Ces kits couvrent les besoins essentiels des ménages (éclairage, recharge de téléphones, radio) et soutiennent les activités agricoles, notamment pour le pompage de l'eau.

Au-delà des chiffres, les témoignages venus des hameaux électrifiés confirment l'impact de ces politiques. Les artisans, les commerçants et les agriculteurs y trouvent aussi un levier de compétitivité. Le solaire devient alors une ressource productive avec le projet Cizo.

En amont, des méthodes de cuisson propre sont mises en avant pour offrir à 80% de la population d'ici 2030, à travers le Pacte national pour l'énergie (PNE), des

alternatives au charbon de bois traditionnel.

Restaurer les forêts et promouvoir l'agroforesterie

Pour contrer un déboisement estimé à 15 000 hectares par an, le Togo s'est engagé dans une politique décennale ambitieuse visant à porter son couvert forestier à 25

l'agroforesterie pour fertiliser biologiquement les sols et restaurer les écosystèmes dégradés. Grâce à cette initiative, le Togo se positionne comme l'un des exportateurs agricoles bio.

Le soja bio, par exemple, est devenu l'un des produits phares qui illustre la performance du



Centrale photovoltaïque de Blitta

% du territoire à l'horizon 2030. Conscient que la déforestation implique l'aggravation du changement climatique, le gouvernement a lancé en 2021 le Programme national de reboisement, avec l'objectif de planter 1 milliard d'arbres à l'horizon 2030.

Dans le cadre de cette politique nationale de reboisement visant à planter un milliard d'arbres d'ici 2030, 5 millions d'arbres sont plantés en 2022, soit une hausse de 57 % par rapport à 2021. 14 millions d'arbres étaient envisagés pour la campagne de 2023. En 2024, plus de 9,14 millions de plants ont été mis en terre et en 2025, plus de 13,37 millions d'arbres ont été reboisés sur une superficie de 14 377 hectares, soit une hausse de 46,3 %. En 2026, l'objectif officiel du pays est de mettre en terre 16,8 millions de plants sur une superficie de 11 250 hectares, selon les données du ministère en charge de l'Environnement.

En amont, un accent est mis sur la modernisation de l'agriculture à travers

pays. Le Togo est devenu l'un des plus grands, voire le premier exportateur vers l'Union européenne, devançant parfois des géants traditionnels sur ce marché spécifique. Le pays exporte également d'autres produits certifiés, comme le coton bio, le sésame et diverses denrées issues de filières de niche.

Pour renforcer les cadres de contrôle et de normalisation en vue de répondre aux exigences des marchés internationaux, le gouvernement accompagne les producteurs à travers l'Agence togolaise de normalisation (ATN).

La résilience des communautés

À ce niveau, des programmes spécifiques pour préserver les écosystèmes sensibles comme les mangroves et lutter contre l'érosion côtière qui menace les populations du littoral se multiplient. Le projet West African Coastal Action (WACA) permet de renforcer la résilience des zones côtières face à l'érosion, aux inondations et aux pollutions. Il inclut des investissements



Photo illustrative

ressources naturelles et à protéger les populations contre les risques environnementaux. Quant aux quatre grands axes, ils prennent en compte la transition énergétique et le mix électrique, la restauration forestière et l'agroforesterie, la résilience des communautés face aux chocs climatiques, puis la gestion des déchets et la réduction des polluants.

travers son partenariat avec l'AIEA (dont il est membre depuis 2012), de mieux planifier l'utilisation de l'atome dans la santé, l'agriculture et la production d'énergie propre. Et dans ce sens, le pays a signé un accord-cadre de coopération avec l'Agence sur la période 2026-2031. En s'inscrivant dans le cadre de l'exploration technologique pour l'utilisation saine du

physiques comme la construction de digues et de canaux, le soutien aux activités économiques des communautés (pêche, maraîchage) et la mise en place de politiques pour une meilleure gestion des ressources côtières.

Avec un financement initial de 55,5 millions de dollars, complété par une rallonge de 12 millions de dollars en 2022, puis par une autre de 246 millions de dollars en décembre 2022 pour l'ensemble de la région, le projet a permis au pays de relever nombre de défis.

Au nombre des réalisations concrètes, la construction d'épis et de brise-lames pour lutter contre l'érosion côtière, le rechargement de plages avec du sable, la stabilisation de zones lagunaires par le reboisement de mangroves et de cocotiers. Par ailleurs, la réhabilitation des caniveaux et la modernisation des pratiques agricoles dans les milieux ruraux financées par le projet permettent de lutter contre les inondations et d'assurer la résilience des

les terres dégradées et à renforcer la résilience des populations face aux changements climatiques. À l'horizon 2030, il prévoit de restaurer 1,4 million d'hectares de terres, de développer des chaînes de valeur forestières durables (miel, karité, néré) et d'améliorer la gouvernance forestière. Déjà, le projet dans sa première phase a permis de restaurer plus de 1300 hectares de terres dégradées au Togo, plus particulièrement dans la préfecture de Tchamba. Le Programme d'appui à la lutte contre le changement climatique (PALCC) est, quant à lui, axé sur la résilience des sols, l'efficacité énergétique et le renforcement des opérations des acteurs.

Bénéficiant d'un soutien de 22,5 millions d'euros en 2025 de la part de l'Union européenne et du Luxembourg, et auparavant d'un financement de l'UE d'environ 10,6 millions d'euros en 2017, ce programme offre également la possibilité au Togo de relever nombre de défis. Pour faciliter l'atteinte de ces objectifs, il inclut

risques côtiers, le pays structure sa gestion autour de l'anticipation, de la coordination institutionnelle et de la protection des populations vulnérables.

Mieux gérer les déchets pour réduire les polluants



Photo illustrant l'érosion

Ces dernières années, cet engagement se décline à travers la structuration de filières de collecte et de traitement. C'est dans ce sens qu'interviennent des travaux sur le site du Centre d'enfouissement d'Aképe (CEA). Ces travaux prévoient la création de

territoire national. Pour assurer la qualité de l'air, les autorités togolaises ont déployé un premier plan national visant à réduire de 45 % les polluants climatiques à vie courte et les particules fines nocives pour la santé. Allant plus loin, le

climatique, promulguée en 2025, encadre les politiques d'adaptation et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre. Aussi favorise-t-elle des investissements massifs dans les énergies renouvelables et régit le marché du capital naturel et des



Le président du Conseil mettant en terre un baobab

populations. D'autres activités financées par le projet contribuent à renforcer les capacités des communautés, à sensibiliser à la gestion environnementale et à développer des activités génératrices de revenus.

Pour protéger les écosystèmes sensibles comme les mangroves, le projet Forests for Future (F4F) s'attèle à restaurer

le renforcement des capacités des universités dans le domaine de l'agriculture résiliente, l'amélioration du contexte institutionnel pour la lutte contre le changement climatique, et le soutien aux populations côtières face aux risques environnementaux.

En amont, le pays met un accent sur la gestion des catastrophes. Face aux inondations et aux

nouveaux casiers pour augmenter la capacité de stockage et moderniser les infrastructures.

Dans cette même logique, celle de promouvoir la bonne gestion des déchets, l'on assiste à la construction de deux stations de boue de vidange, dont l'une à Aképé et l'autre à Djagblé. À terme, il sera question d'en construire une dizaine sur l'ensemble du

pays met en avant la budgétisation verte. Il s'agit d'une approche des finances publiques qui consiste à analyser et à classer chaque dépense de l'État selon son impact sur l'environnement et le climat.

Pionnier régional, le Togo est le premier pays d'Afrique de l'Ouest francophone à avoir adopté un budget vert, dont la première édition a été élaborée pour l'exercice 2024 pour un montant de 118,2 milliards de FCFA. Une initiative qui intervient dans le cadre de la transition écologique du pays.

Moderniser le cadre juridique

La transition écologique au Togo passe également par la modernisation des institutions et du cadre juridique pour attirer les financements. La loi-cadre sur l'environnement adoptée en 2026 par l'Assemblée nationale modifie le texte initial adopté en 2008. Elle intègre de nouveaux concepts majeurs comme l'économie circulaire, l'économie verte et bleue, les crédits carbone, la mobilité verte et impose des règles plus strictes sur la gestion des déchets et la Responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

La loi sur la lutte contre le changement

services écosystémiques.

Engagé à rendre les forêts plus durables, le nouveau code forestier adopté en août 2026, modernise la gestion des forêts au Togo. Il met en place des incitations pour le secteur privé en matière de transition énergétique et d'agroforesterie, renforce la lutte contre le braconnage et intègre le mécanisme international de résilience des forêts pour mieux lutter contre la déforestation.

Mais en dépit des efforts, la transition écologique au Togo reste confrontée à des enjeux majeurs. Ces derniers sont marqués par la nécessité de concilier croissance économique, réduction de la pauvreté et préservation de l'environnement.

De ce qui précède, il ressort que tracer la voie d'un développement durable relève d'un exercice d'équilibre exigeant. Entre l'urgence de protéger les écosystèmes et la nécessité de répondre aux besoins immédiats de la population, le Togo doit trouver sa voie. Le succès de sa transition écologique ne dépendra pas seulement d'une volonté politique, mais de la capacité à ne laisser personne pour compte.

Caleb Akponou

Sécurité alimentaire au Togo

De bonnes perspectives pour les populations des préfectures de Kpendjal et de Kpendjal-Ouest

La campagne agricole 2026-2027 s'annonce favorable au Togo, avec une production céréalière prévisionnelle en hausse de 4,3 %. Dans les préfectures de Kpendjal et de Kpendjal-Ouest, les efforts sécuritaires et l'accompagnement des acteurs agricoles demeurent essentiels pour permettre aux populations de profiter pleinement des récoltes.

Les perspectives de la campagne agricole 2026-2027 sont encourageantes pour la sécurité alimentaire au Togo. Selon les prévisions, la production céréalière devrait atteindre 1 955 893 tonnes, soit une augmentation de 4,3 % par rapport à la campagne précédente et de 25,2 % comparativement à la moyenne des cinq dernières années.

Cette progression s'explique notamment par une installation normale des cultures et des conditions de développement favorables dans la majeure partie du pays. Avec l'arrivée des nouvelles récoltes, la

disponibilité des denrées alimentaires s'améliore, tandis que les revenus agricoles devraient soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Dans la plupart



Des sacs de maïs (Archives)

des régions, la situation alimentaire devrait ainsi correspondre à la phase minimale (Phase 1) de l'Indice de classification de la sécurité alimentaire (IPC).

Dans les préfectures de Kpendjal, la sécurité reste un enjeu majeur
Dans la région des Savanes, particulièrement dans les préfectures de Kpendjal et de Kpendjal-Ouest, les effets positifs des récoltes restent limités par les

contraintes sécuritaires. Malgré une accalmie observée, les risques liés aux incursions de groupes armés continuent de perturber la mobilité

des populations, l'accès aux terres agricoles et la fréquentation des marchés. Face à ces défis, les efforts conjugués des autorités, notamment à travers le déploiement des forces de sécurité et l'accompagnement des acteurs agricoles, revêtent une importance particulière. La protection des personnes et des biens demeure essentielle pour favoriser la poursuite des activités agricoles et commerciales,

faciliter l'écoulement des productions et préserver les moyens de subsistance des populations.

Toutefois, les ménages affectés par l'insécurité, notamment les personnes déplacées internes et les réfugiés, restent particulièrement vulnérables. Leur accès limité à leurs propres récoltes et leur dépendance aux marchés pourraient maintenir certains d'entre eux en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC), voire de Crise alimentaire (Phase 3) pour les plus fragilisés.

Des prix bas, mais des défis pour les producteurs
Sur les marchés, l'abondance de l'offre contribue à la baisse des prix. En septembre 2026, le kilogramme de maïs s'établit en moyenne à 155 FCFA, soit 54 % de moins qu'un an auparavant et 44 % sous la moyenne quinquennale.

Cette baisse favorise l'accès des ménages pauvres aux denrées alimentaires.

Cependant, elle réduit également les revenus des producteurs, tandis que la hausse des coûts du carburant limite certains bénéfices économiques de la campagne.

Au regard de ces enjeux, la poursuite des efforts sécuritaires et du soutien aux acteurs agricoles apparaît indispensable pour consolider les acquis de la campagne. L'objectif est de permettre aux populations de bénéficier durablement de l'amélioration des récoltes, tout en renforçant la résilience des ménages les plus vulnérables.

Ainsi, malgré les contraintes persistantes dans les préfectures de Kpendjal, les perspectives agricoles offrent une opportunité d'améliorer la sécurité alimentaire, à condition de maintenir les efforts en faveur de la sécurité des personnes et des biens et de soutenir les activités génératrices de revenus.

La rédaction

Région des Savanes

400 producteurs de tomates bénéficient d'un appui du Pnud pour lancer la campagne agricole

À l'approche du lancement officiel du Projet de renforcement des chaînes de valeur agricoles inclusives et des systèmes alimentaires durables pour la cohésion sociale au Togo (Presavi-Togo), prévu le 23 octobre 2026 à Dapaong, le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a doté 400 producteurs de tomates issus de dix coopératives de la région des Savanes en intrants agricoles. Une initiative destinée à stimuler la production, à améliorer les revenus des exploitants et à renforcer la sécurité alimentaire.

La campagne agricole s'annonce sous de nouveaux auspices pour 400 producteurs de tomates de la région des Savanes. En prélude au lancement officiel du Presavi-Togo, prévu le 23 octobre prochain à Dapaong, le Pnud a procédé à une distribution d'intrants agricoles au profit de dix coopératives de producteurs. Cette dotation comprend notamment des semences,

des engrais et d'autres intrants indispensables à la conduite des activités agricoles. Elle vise à faciliter le démarrage de la campagne, à améliorer les conditions de production et à permettre aux bénéficiaires de disposer de moyens supplémentaires pour développer leurs exploitations.

Pour les producteurs concernés, cet accompagnement représente une opportunité de réduire certaines contraintes liées à l'accès aux intrants, dont le coût peut peser sur les capacités d'investissement des petits exploitants. Un meilleur accès aux semences et aux fertilisants adaptés peut contribuer à améliorer les rendements, à condition d'être associé à de bonnes pratiques culturelles et à un accompagnement technique approprié.

Un levier pour les revenus et la sécurité alimentaire
Au-delà de cette distribution, le projet

Presavi-Togo entend agir sur les chaînes de valeur agricoles, depuis la production jusqu'à la commercialisation, tout en favorisant des systèmes alimentaires plus durables



et inclusifs. Dans la région des Savanes, où l'agriculture constitue une importante source de revenus et d'emplois en milieu rural, le développement de la filière tomate représente un enjeu économique majeur. L'amélioration de la productivité pourrait contribuer à accroître les disponibilités sur les

marchés, à renforcer les revenus des ménages agricoles et à limiter les pertes liées aux difficultés de conservation et d'écoulement des récoltes. L'efficacité de cet appui

dépendra également de la capacité des producteurs à accéder aux débouchés commerciaux, aux équipements adaptés, aux services de conseil agricole et, lorsque cela est nécessaire, aux solutions de stockage et de transformation.

Agriculture et cohésion sociale au cœur du projet

À travers Presavi-Togo, le Pnud entend soutenir une agriculture plus résiliente, créatrice d'opportunités économiques et favorable à la cohésion sociale.

Le renforcement des organisations paysannes et l'inclusion des producteurs dans les circuits économiques figurent parmi les leviers susceptibles de consolider les moyens de subsistance des communautés rurales.

L'appui accordé aux 400 producteurs constitue ainsi une première étape concrète dans cette dynamique. En attendant le lancement officiel du projet à Dapaong, cette initiative met en lumière l'importance des investissements agricoles pour soutenir la production locale, améliorer les conditions de vie des exploitants et contribuer à une sécurité alimentaire durable dans la région des Savanes.

La rédaction

RDC/Sécurité

D'ancien chef d'Etat à la tête d'une coalition rebelle : le tournant de Joseph Kabila

À Goma, l'ancien président Joseph Kabila ne se contente plus de dénoncer le pouvoir de Kinshasa. Lundi 12 octobre, il a pris la tête du Front pour la refondation de la nation (FRN), une nouvelle coalition politico-militaire constituée autour des responsables de l'AFC/M23. L'annonce marque un tournant : celui qui a dirigé la République démocratique du Congo de 2001 à 2019 assume désormais une fonction de premier plan auprès d'une rébellion combattant l'État qu'il a longtemps incarné.

La nouvelle organisation succède officiellement à l'Alliance fleuve Congo (AFC). Corneille Nangaa et Bertrand Bisimwa en deviennent vice-présidents, tandis que Sultani Makenga conserve le commandement militaire, avec un rang équivalent. Le statut exact du M23 dans

cette architecture reste à clarifier. Le FRN affirme vouloir mettre fin au pouvoir de Félix Tshisekedi, y compris par la force. Aucune nouvelle



Joseph Kabila

offensive n'a cependant été annoncée. Condamné à mort par contumace en septembre 2025 pour trahison et crimes de guerre, Kabila conteste les accusations portées contre lui. Sa nouvelle position donne

néanmoins une dimension politique explicite à des rapprochements auparavant dénoncés par Kinshasa et documentés par des

experts des Nations unies. Elle pourrait aussi servir à présenter l'insurrection comme une opposition nationale élargie, malgré les accusations persistantes de soutien rwandais au M23, rejetées par Kigali.

Cette recomposition intervient dans un climat intérieur tendu. L'opposition soupçonne la majorité présidentielle de préparer une réforme constitutionnelle permettant un troisième mandat à Félix Tshisekedi, dont le second s'achève en 2028. Mais la contestation politique et le recours aux armes soulèvent des questions distinctes. Dans le camp Kabila, plusieurs cadres du PPRD ont déjà pris leurs distances, privilégiant une opposition pacifique et républicaine.

L'enjeu immédiat concerne surtout les négociations de paix. Les discussions de Doha et les initiatives régionales peinent déjà à stabiliser l'est congolais. Avec cette coalition réorganisée, une question supplémentaire se

pose : qui pourra engager les combattants et garantir le respect des accords ? La nouvelle architecture politique ne dissipe ni les divergences internes ni les incertitudes sur la chaîne de commandement.

Au-delà des rivalités entre anciens alliés devenus adversaires, la RDC se retrouve confrontée à une équation délicate : préserver l'ordre constitutionnel, rouvrir le dialogue politique et protéger les populations civiles. Car derrière cette recomposition des rapports de force demeure une urgence que les ambitions politiques ne devraient pas reléguer au second plan : mettre fin à une guerre dont les Congolais continuent de payer le prix.

T.M.

Guinée/Elections
La date des
Sénatoriales et
des Régionales
fixée

En Guinée, le calendrier électoral connaît désormais deux dates décisives. Par décret rendu public lundi 12 octobre, le président Mamadi Doumbouya a fixé au 29 novembre les élections des conseils régionaux, puis au 20 décembre celles des deux tiers des sénateurs. Deux rendez-vous destinés à compléter les institutions de la nouvelle République, cinq ans après le coup d'État de septembre 2021.

La réforme donne notamment corps au Sénat prévu par la Constitution adoptée en 2025. Sur ses 87

membres, 58 seront élus au suffrage indirect par les élus locaux, tandis que 29 seront désignés par le chef de l'État. Les conseillers régionaux seront eux-mêmes choisis par les conseillers communaux. Cette succession de scrutins



Un-bureau-de-vote-en-Guinée

doit parachever la mise en place d'une architecture institutionnelle jusqu'ici incomplète. Pour Mamadi Doumbouya, vainqueur de la présidentielle

de décembre 2025, l'échéance offre l'occasion de tourner officiellement une nouvelle page. Mais le retour des institutions électives ne suffit pas, à lui seul, à solder le débat sur les conditions du retour à l'ordre constitutionnel.

Les législatives du 31 mai ont installé une Assemblée très largement acquise au camp présidentiel. D'après l'Union interparlementaire, le parti du président a remporté plus de

90 des 147 sièges, la plupart des autres revenant à ses alliés. Ce résultat s'inscrit dans un paysage politique remodelé par la dissolution, en mars, de quarante partis, dont l'UFDG et le RPG. Les autorités invoquent des manquements à leurs obligations légales ; les responsables concernés dénoncent une mise à l'écart de l'opposition.

Les restrictions sur les manifestations et les inquiétudes relatives aux libertés publiques, régulièrement relevées par les organisations de défense des droits humains, compliquent davantage l'appréciation du pluralisme. Une autre interrogation, plus immédiate, porte sur les délais électoraux. Des observateurs guinéens relèvent que le Code électoral impose le dépôt des

candidatures sénatoriales au plus tard 70 jours avant le vote, soit avant même l'annonce du décret. La programmation des régionales suscite également des questions au regard du délai prévu après le renouvellement des conseils communaux. Ces points appellent des clarifications de l'administration électorale. La Guinée se trouve ainsi devant une double exigence : achever son dispositif institutionnel et convaincre de la régularité des procédures qui le fondent. Car une transition peut se clore dans les textes sans éteindre les interrogations politiques qu'elle a laissées. Le scrutin dira comment les institutions prennent forme ; leur crédibilité dépendra aussi de la place reconnue à la contradiction.

T.M.

UE/Diplomatie

L'UE sanctionne plus de 1500 personnes et entités liées à la Russie

Bruxelles ne cherche plus seulement à sanctionner les grands noms de l'industrie militaire russe. Elle entend atteindre les ateliers, les fournisseurs et les dirigeants qui alimentent, pièce après pièce, l'effort de guerre de Moscou. Lundi 12 octobre, l'Union européenne a inscrit sur sa liste noire 1 569 personnes et entités liées au complexe militaro-industriel russe. Du jamais-vu depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022.

Le dispositif vise 826 entreprises et 743 dirigeants. Selon les institutions européennes, ces

fournisseurs intermédiaires réalisent ensemble au moins 20 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel et emploient plus de 250 000 personnes. Leur production couvre les semi-conducteurs, les équipements de communication, les systèmes de navigation, les explosifs et les munitions : autant de maillons indispensables à la fabrication de missiles, de drones et d'aéronefs. Plus de la moitié des nouvelles inscriptions concernent, selon la cheffe de la diplomatie européenne Kaja Kallas, la chaîne de

production des missiles balistiques. À travers ces sanctions, Bruxelles répond notamment à l'intensification des frappes russes contre les infrastructures civiles ukrainiennes. Gel des avoirs, interdiction de mise à disposition de fonds et restriction de déplacement pour les personnes visées : l'arsenal juridique est connu. C'est son échelle et la précision de ses cibles qui changent. La logique est celle d'une pression exercée en amont. Sanctionner un fabricant d'armes ne suffit pas si ses fournisseurs peuvent

continuer à l'approvisionner. Mais inscrire des noms sur une liste ne garantit pas l'arrêt des livraisons. L'efficacité dépendra de la capacité des Européens à détecter les intermédiaires, à surveiller les circuits de financement et à limiter les contournements par des pays tiers. Dans une décision distincte adoptée le même jour, l'Union a également sanctionné 77 personnes impliquées, selon elle, dans l'organisation ou la participation aux élections russes tenues en septembre dans les territoires ukrainiens occupés. Le message porte

ainsi sur deux fronts : affaiblir les capacités militaires russes et refuser toute normalisation politique des annexions.

Près de 4 600 inscriptions figurent désormais au régime européen de sanctions lié à l'intégrité territoriale ukrainienne. Reste à mesurer leur effet concret. Car la portée de cette nouvelle offensive économique ne se jugera pas au nombre de personnes sanctionnées, mais à sa capacité réelle à perturber la production d'armes et à peser sur la conduite de la guerre.

T.M.

El Niño

L'actuel épisode pourrait être l'un des plus intenses depuis au moins 1950

Le phénomène climatique devrait continuer de monter en puissance jusqu'au mois de décembre 2026, pour atteindre des températures océaniques d'une ampleur inédite dans le Pacifique tropical.

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'épisode El Niño actuel est en passe de devenir l'un des plus puissants jamais enregistrés, aggravant les risques de sécheresse, d'inondations et de chaleur extrême sur plusieurs continents.

Le Pacifique tropical se réchauffe à une vitesse qui inquiète les climatologues. L'OMM a averti jeudi dernier qu'El Niño pourrait atteindre, d'ici à la fin de l'année, une intensité sans précédent. Ses conséquences pourraient se faire sentir bien au-delà de l'océan Pacifique, bouleversant les régimes de précipitations, accentuant les sécheresses dans certaines régions et multipliant les risques d'inondations dans d'autres.

« La probabilité qu'il persiste jusqu'en février 2027 est proche de 100%, ce qui pourrait en faire l'un des épisodes les plus intenses depuis au moins 1950 », a déclaré Celeste Saulo, la cheffe de l'agence onusienne, dans une mise à jour.

Cette quasi-certitude repose sur les prévisions de 13 centres météorologiques nationaux et internationaux, alimentées par les observations des satellites,

des bouées océaniques et des instruments atmosphériques. Leur constat converge. Le réchauffement de la surface des mers dans le centre et l'est du Pacifique équatorial devrait encore s'accélérer au cours des prochaines semaines. Les chiffres donnent la mesure du phénomène. En juin dernier, la température de surface de cette région dépassait déjà de 1,6°C sa moyenne de référence. En août, cet écart atteignait 2,5°C. Pour la période d'octobre à décembre, l'OMM prévoit une anomalie moyenne de 3,7°C, très supérieure au précédent record de 2,6°C, enregistré lors du puissant épisode de 2015-2016.

Un océan déjà en surchauffe

El Niño est un phénomène naturel récurrent caractérisé par un réchauffement anormal des eaux de surface du Pacifique équatorial, qui perturbe les échanges de chaleur entre l'océan et l'atmosphère. Ses effets se propagent ensuite à travers la circulation atmosphérique, modifiant les températures et les précipitations à des milliers de kilomètres.

Mais cette fois, le phénomène se développe dans un contexte climatique exceptionnel. Selon l'OMM, août 2026 a été le mois d'août le plus chaud jamais enregistré sur terre. La température moyenne de surface des océans a également atteint un sommet historique.

« El Niño n'apporte pas de

chaleur supplémentaire à la planète. Il libère la chaleur que l'océan a déjà emmagasinée sous la surface. L'océan où il puise cette chaleur est le plus chaud que nous ayons jamais observé. Il y a tout simplement davantage de chaleur prête à être libérée », a expliqué Celeste Saulo lors du Forum mondial sur la chaleur, organisé la semaine dernière à Bangkok en Thaïlande.

La distinction est essentielle. El Niño ne provoque pas le réchauffement climatique d'origine humaine, alimenté principalement par les émissions de gaz à effet de serre. Il peut néanmoins amplifier temporairement la hausse des températures mondiales en transférant vers l'atmosphère une partie de la chaleur accumulée dans l'océan. C'est notamment ce mécanisme qui avait contribué aux températures exceptionnelles de 2024.

Des sécheresses ici et des pluies diluviennes ailleurs

Les conséquences annoncées dessinent une géographie profondément contrastée. D'octobre à décembre, des précipitations supérieures à la normale sont attendues dans la Corne de l'Afrique, certaines régions d'Asie centrale et orientale, le nord de la péninsule arabique, une partie de l'Amérique du Nord et le sud-est de l'Amérique du Sud.

À l'inverse, le sous-continent indien, le sud de l'Amérique

centrale, certaines îles des Caraïbes et le nord-ouest de l'Amérique du Sud pourraient connaître des conditions plus sèches que la normale. Ces perturbations ne constituent pas de simples anomalies météorologiques.

nationales et locales.

La Californie, notamment, se prépare à d'éventuelles tempêtes et inondations. Selon la presse, les autorités renforcent les dispositifs de prévention dans plusieurs



© PAM / Darlan Bautista/Un terrain où coulait autrefois une rivière, aujourd'hui réduit à la sécheresse en raison d'El Niño.

Dans les régions agricoles dépendantes des pluies saisonnières, un déficit prolongé de précipitations peut compromettre les récoltes et fragiliser les approvisionnements alimentaires. Ailleurs, des pluies excessives peuvent détruire les cultures, endommager les infrastructures et provoquer des déplacements de population.

Les prévisions restent toutefois probabilistes. Elles signalent des tendances saisonnières, sans permettre de déterminer précisément où et quand surviendront les événements les plus destructeurs. L'OMM insiste donc sur la nécessité de les compléter par des prévisions

zones exposées, notamment celles fragilisées par les incendies de 2025.

Face à cette menace, l'OMM coordonne la diffusion de ses prévisions auprès des gouvernements, des services météorologiques et des organisations humanitaires, afin de permettre la prise de mesures anticipées.

Car si la puissance exacte de cet épisode d'El Niño reste à confirmer, son intensification ne fait guère de doute. Le défi n'est désormais plus seulement de prévoir les bouleversements qu'il pourrait provoquer, mais de donner aux populations exposées les moyens de s'y préparer.

Edem Dadzie

Darfour

El Niño pourrait davantage détériorer la situation nutritionnelle

Au Darfour, le manque de pluie et les mauvaises récoltes aggravent déjà l'insécurité alimentaire et la malnutrition, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

El Niño pourrait encore détériorer la situation dans les prochains mois. La malnutrition rend les populations plus vulnérables aux maladies et aux épidémies, en particulier les enfants et les femmes enceintes.

De retour dans la capitale soudanaise Khartoum après une mission de dix jours dans quatre régions du Darfour (Ouest, Nord, Central et Sud), le représentant de l'OMS au Soudan décrit une situation sanitaire particulièrement préoccupante.

Au fil de ses déplacements et de ses échanges avec les autorités et les acteurs du secteur de la santé, le



Zam Zam ERR/Des familles se rassemblent autour d'un repas préparé et fourni par les équipes de la salle d'intervention d'urgence du camp de Zamzam au Darfour du Nord.

Dr Abdinasir Abubakar dit avoir constaté des besoins considérables et les premiers effets d'un déficit de précipitations qui pourrait être lié au phénomène El Niño. Sur les routes comme dans les établissements de santé, les premiers signes d'une dégradation liée à El Niño seraient déjà perceptibles. Les récoltes échouent faute de pluie, alors que la région était déjà confrontée à une importante

insécurité alimentaire. « C'est pourquoi nous constatons une augmentation de la malnutrition », a déclaré le Dr Abdinasir Abubakar.

La faim nourrit le risque d'épidémie

Les enfants sont en première ligne. Mais ils ne sont pas les seuls. Dans les hôpitaux et les centres de santé visités, les équipes de l'OMS observent également une hausse des cas de malnutrition chez les

femmes enceintes. Pour le Dr Abdinasir Abubakar, cette évolution est un avertissement : « C'est un signe clair de ce qui va arriver. La situation actuelle est déjà alarmante ».

« La malnutrition devrait s'aggraver en raison de la faiblesse des précipitations, des mauvaises récoltes et des répercussions attendues d'un phénomène El Niño de forte intensité, ce qui accentuera encore l'insécurité alimentaire

et les risques sanitaires parmi les populations vulnérables », a-t-il ajouté.

L'OMS établit ainsi un lien entre les conséquences attendues d'El Niño, la dégradation de la sécurité alimentaire et la hausse de la malnutrition, mais aussi les risques sanitaires qui pourraient en découler. La sous-alimentation fragilise en effet les populations face aux maladies et aux épidémies, alors que le système de santé soudanais est déjà soumis à de fortes contraintes.

« Comme vous le savez, dans cette région, nous sommes confrontés à une épidémie de grande ampleur, et les agents pathogènes n'attendent en fait que l'occasion de se déclarer. Et les gens, notamment les enfants, souffrent de malnutrition », a indiqué le responsable de l'OMS.

E. Dadzie

Togo-Maroc

La diplomatie parlementaire au cœur des échanges entre Komi Selom Klassou et Khaoula Mziouqa

Le rapprochement entre les institutions togolaises et marocaines était au centre de l'audience accordée, le mardi 13 octobre 2026, par le président de l'Assemblée nationale, Komi Selom Klassou, à Khaoula Mziouqa, chargée d'affaires de l'ambassade du Royaume du Maroc au Togo. Cette visite de courtoisie a permis aux deux personnalités d'évoquer les moyens de consolider les relations entre Lomé et Rabat.

À la suite de sa prise de fonction, la représentante diplomatique est venue réaffirmer l'attachement du Maroc au partenariat qui l'unit au Togo. Les échanges ont mis en avant la qualité des liens bilatéraux, nourris par l'amitié, la fraternité et la solidarité entre les deux peuples.

Khaoula Mziouqa a transmis au président de l'Assemblée nationale les salutations du peuple marocain et des hautes autorités du Royaume. Elle a salué une coopération fructueuse et mutuellement bénéfique, portée par le roi

Mohammed VI et le président du Conseil togolais, Faure Essozimna Gnassingbé.

La diplomate a également insisté sur la place de la diplomatie parlementaire. Les contacts entre les élus des deux pays constituent, selon elle, un moyen de renforcer le dialogue, de partager les expériences et de développer les capacités institutionnelles.

Cette coopération couvre plusieurs domaines, dont la politique, l'économie, la finance, l'enseignement universitaire et les



La délégation marocaine et le Bureau de l'Assemblée nationale

technologies. Depuis l'ouverture de l'ambassade du Maroc à Lomé, en octobre 2021, les échanges diplomatiques disposent d'un cadre renforcé pour soutenir

de nouvelles initiatives communes.

À travers cette audience, les deux parties ont ainsi mis en avant le rôle des institutions

parlementaires dans la consolidation des relations entre le Togo et le Maroc, au service d'un partenariat durable.

Développement communal

5,17 milliards FCFA mobilisés pour concrétiser les projets de 35 communes

Trente-cinq communes des régions de la Kara, Centrale et des Plateaux vont bénéficier d'un financement dans le cadre de la première phase du Programme d'appui au financement des communes (PAFC). Les conventions officialisant cet accompagnement ont été signées au Palais des Congrès de Lomé, au cours d'une cérémonie présidée par le secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières, Esso Koudjoou.

Le développement local franchit une nouvelle étape au Togo, avec la mise en œuvre du PAFC au profit des populations de 35 communes du Togo. À travers cette initiative, le gouvernement entend renforcer les capacités des collectivités territoriales et leur permettre de concrétiser des projets répondant aux besoins prioritaires des populations.

Plus de 5,17 milliards FCFA pour 35 communes

La cérémonie de signature des conventions a mobilisé plusieurs responsables institutionnels, des maires, des directeurs centraux

de ministères ainsi que les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme, traduisant par leur présence l'importance de cette initiative.

Dans son allocution, le secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et des Affaires coutumières a souligné le rôle du Fonds d'appui aux collectivités territoriales (FACT), qui constitue depuis 2020 un levier majeur du développement des infrastructures de proximité. Cette dynamique est consolidée par le PAFC, soutenu par la Coopération allemande, notamment à travers la Banque allemande de développement (KfW) et la GIZ. Doté d'une enveloppe globale de 20 millions d'euros, soit plus de 13 milliards de francs CFA, le programme accompagne les investissements durables dans 69 communes des régions de la Kara, Centrale et des Plateaux.

À l'issue du premier appel à projets, lancé le 18 décembre 2025, 68 communes ont soumis leurs dossiers. Après une évaluation fondée sur des critères de performance, de pertinence, de qualité et de conformité

environnementale et sociale, 35 collectivités ont été sélectionnées. Le montant cumulé des conventions s'établit à 5 176 971 379 francs CFA.

Esso Koudjoou a félicité les

des élus locaux dans la conduite des projets. Il les a exhortés à faire preuve de rigueur, de transparence et de responsabilité dans l'utilisation des sommes mises à leur disposition.

à la réhabilitation d'infrastructures scolaires et sanitaires, à l'amélioration de l'accès à l'eau potable, à l'aménagement des marchés ainsi qu'à la création de nouvelles opportunités



La table d'honneur avec au milieu, Esso Koudjoou, SG du ministère de l'Administration territoriale

communes retenues pour la qualité de leurs propositions, tout en invitant celles qui ne figurent pas dans cette première sélection à poursuivre leurs efforts en vue des prochaines opportunités.

La bonne gestion, une exigence majeure Au-delà de l'appui financier, Esso Koudjoou a insisté sur la responsabilité

« Obtenir un financement est une opportunité ; le transformer en réalisations concrètes est une responsabilité », a-t-il rappelé, soulignant l'importance du respect des procédures, de la qualité des ouvrages et du suivi des travaux.

Les investissements prévus devront contribuer à la construction et

économiques.

Pour les autorités, l'enjeu est désormais de traduire les montants mobilisés en réalisations concrètes et durables, capables d'améliorer les conditions de vie des populations et de renforcer la confiance des citoyens envers leurs collectivités territoriales.

Affo-Djèlè Alarba



VOTRE CARTE DEVIENT VOTRE COUVERTURE

HORS DU TOGO



INFO : 8283



Assistance
médicale



Rapatriement



Avance
de fonds



Perte & vol
de bagages



Couverture
monde entier



Assistance
24h/7

La Banque Autrement

<https://coris.bank>



**CORIS
BANK**
INTERNATIONAL